

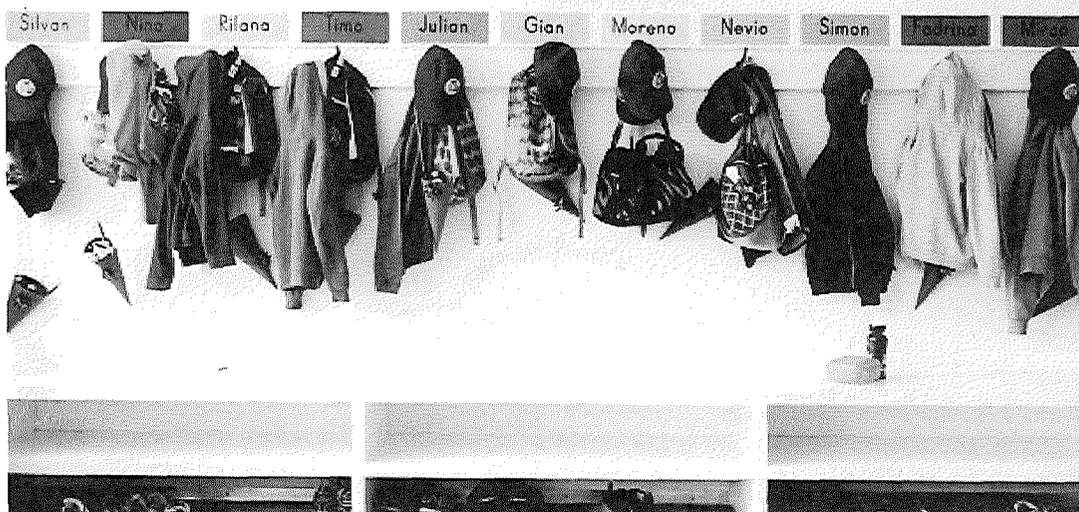
GRISONS Après la validation de l'initiative sur l'enseignement d'une seule langue étrangère au primaire, les défenseurs des langues minoritaires poursuivent le combat.

Unis contre l'initiative «linguicide»

LE CONTEXTE

Le 3 mai dernier le Tribunal fédéral a validé l'initiative lancée dans les Grisons intitulée «Une seule langue étrangère à l'école primaire». L'exécutif cantonal avait mis son veto, arguant que l'initiative provoquerait une discrimination fondée sur la langue. Le Grand Conseil avait suivi.

Si l'initiative venait à être acceptée par le peuple, l'anglais ne serait enseigné au degré primaire que dans les régions germanophones du canton. Dans les italophones et romanches, l'allemand deviendrait la seule langue étrangère dans les programmes primaires. De quoi resserrer les rangs des défenseurs des minorités linguistiques romanches et italiennes. **© RÈD**



Pour l'heure, dans les Grisons, en troisième année (5e Harmos), les élèves de langue maternelle latine apprennent l'allemand et les germanophones choisissent entre romanche et italien. KEYSTONE

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Après la douche froide et la déception, la combativité. Suite à l'arrêt du Tribunal fédéral (TF) du 3 mai dernier rejetant le recours contre l'initiative populaire «Une seule langue étrangère à l'école primaire», les associations grisonnes et nationales promouvant les langues minoritaires ne jettent pas les armes.

Pour l'heure, dans les écoles du seul canton trilingue de Suisse (12% d'italophones et 14% de romanchophones), en troisième année (5e Harmos), les élèves de langue maternelle latine apprennent l'allemand et les germanophones choisissent entre romanche et italien. En cinquième (7e Harmos), l'anglais est enseigné à tous. Si l'initiative était votée, les latins seraient privés de l'anglais au primaire et les germanophones, de l'italien et du romanche.

D'ici l'an prochain, le Conseil d'Etat des Grisons proposera un projet d'application de l'initiative et le peuple pourrait être appelé à voter en 2018. «Nous serons très attentifs à ce qu'il soit conforme au droit fédéral et nous ferons tout pour que le gouvernement et le Grand Conseil recom-

mandent le rejet de l'initiative», assure Giuseppe Falbo, secrétaire général de Pro Grigionis italiano (PGI). L'organisation se dit encore plus motivée à se battre

mination envers le romanche et l'italien. En plus, cette initiative engendrerait un chaos administratif et coûterait une fortune», avance Andreas Gabriel, porte-parole de

la promotion de la culture et de la langue italiennes, on défend le plurilinguisme helvétique sur tous les fronts. «C'est comme si à Fribourg, on proposait d'enseigner l'anglais dans les communes germanophones et l'allemand dans le reste du canton», fait valoir Diego Erba, coordonnateur du Forum.

« C'est comme si à Fribourg, on proposait d'enseigner l'anglais dans les communes germanophones et l'allemand dans le reste du canton. »

DIEGO ERBA COORDINATEUR DU FORUM PER L'ITALIANO IN SVIZZERA

pour les principes qui ont amené à sa création il y a cent ans. PGI a fait partie des opposants ayant signé le recours contre l'initiative. Si celle-ci était adoptée, un référendum ou un nouveau recours ne sont pas exclus, affirme son secrétaire général.

Peur d'une disparition

A la Lia Rumantscha (Ligue Romanche) qui a aussi soutenu le recours auprès du TF, on entend se démener pour que l'initiative soit rejetée par le peuple. «Nous mènerons une campagne d'information auprès des Grisons, faisant valoir que le refus nous semble la seule option pour éviter une discri-

l'association qui promeut et défend la culture et la langue romanches.

Pour la Lia Rumantscha, l'enjeu est de taille. «Notre langue est particulièrement vulnérable. Nous ne disposons pas de la possibilité de recourir à un réseau culturel et linguistique étendu. Seules 60 000 personnes parlent le romanche et elles vivent ici.» D'ailleurs, la langue est déjà en danger, s'inquiète Andreas Gabriel: dans certaines communes traditionnellement romanches, on observe une forte tendance à la germanisation.

Du côté du Forum per l'italiano in Svizzera, qui représente trente-six associations œuvrant à

Demain le français?

L'association nationale compte solliciter le Conseil fédéral pour qu'il prenne en charge la thématique linguistique, comme il l'a fait avec le sport et la musique. «Le gouvernement a imposé trois heures hebdomadaires obligatoires à tous les cantons, nous estimons que les langues nationales méritent le même traitement.», avance Diego Erba, ajoutant que le Forum mobilisera à Bern le groupe parlementaire Italianità, les députés tessinois et grisons, et ses réseaux dans la culture et l'éducation.

Vice-président de l'organisation Helvetia Latina, Marco Chiesa rappelle que «l'identité et la cohésion nationales en vont de la protection des minorités linguistiques.» Des efforts doivent être déployés pour sensibiliser à l'importance de connaître la langue de l'autre, insiste-t-il. «Lorsqu'on ne se comprend plus, les gros problèmes surgissent.» **©**